



Le café du Kivu

Un moteur de développement

© CTB/ Steven De Craen

En raison du conflit persistant dans l'est du Congo, la récolte de café dans la province du Sud-Kivu a très longtemps été négligée. Ces dernières années, une nouvelle dynamique a toutefois vu le jour. Deux coopératives se développent rapidement, épaulées par des ONG, des organisations de commerce équitable et le Trade for Development Centre de l'Agence belge de développement.

Zone de guerre

Les caféiculteurs du Kivu viennent de traverser des années extrêmement difficiles. Depuis le Génocide au Rwanda, il y a 19 ans, ils ont été durement frappés par les guerres incessantes. Si c'est dans le Nord-Kivu que les affrontements ont souvent été les plus rudes, la ligne de front est néanmoins restée plus ou moins stable.

Dans le Sud-Kivu, par contre, la violence s'est répandue dans l'ensemble de la province, ce qui n'a fait que renforcer l'insécurité de la population. Durant toutes ces années, les caféiculteurs ont dû régulièrement abandonner leurs champs pour fuir les violences, alors que la vie était déjà pénible pour eux avant la guerre.

L'implantation de la culture du café au Kivu est l'œuvre de la colonisation belge, les collines bordant les lacs étant particulièrement propices à la plantation de caféiers. Dans les années 70, l'agriculture constituait encore une source importante de revenus pour le pays qui exportait 200.000 tonnes de café chaque année. Mais l'activité a rapidement périclité. Les prix du café se sont effondrés et l'État a recherché une compensation en procédant à une augmentation drastique des taxes à l'exportation. De nombreux agriculteurs du Kivu n'avaient plus d'autre solution que de traverser de nuit le lac Kivu, à bord

d'embarcations de fortune, pour aller vendre illégalement leur café au Rwanda ; avec pour conséquence de fréquentes noyades et de nombreuses veuves parmi les caféicultrices. Dans le même temps, l'Etat ne s'intéressait qu'aux concessions minières lucratives, le véritable enjeu du conflit persistant. Les caféiculteurs du Sud-Kivu étaient donc totalement abandonnés à leur sort. Ils disposent fort heureusement d'un atout non négligeable : la qualité exceptionnelle de leur arabica.



Plan de café © CTB / Steven De Craen

Arabica vs Robusta

Il existe deux sortes de caféiers. L'arabica pousse sur les coteaux et le robusta dans des territoires tropicaux à plus faible altitude. L'arabica est plus vulnérable aux maladies et au givre, mais ses grains sont plus gros et ont un arôme plus raffiné. Le robusta a un goût plus fort, est moins raffiné et est par conséquent moins onéreux. Les torréfacteurs procèdent à toutes sortes de mélanges d'arabica et de robusta afin d'obtenir le goût et l'arôme souhaités dans une tasse de café.



Grains de café séchés © CTB / Steven De Craen

RAEK

En 1992 déjà, plusieurs agriculteurs de la région de Kabare, non loin de Bukavu, ont uni leurs efforts. Le Regroupement des agriculteurs et éleveurs de Kabare (RAEK) avait pour objectif de défendre les intérêts des petits paysans tout en stimulant la solidarité entre eux. Bon an, mal an, ils sont restés fidèles à cette mission, en dépit des années de guerre extrêmement difficiles. Patrick Welby, consultant indépendant, s'est rendu récemment sur place pour le compte du Trade for Development Centre (TDC) : « Aujourd'hui, la situation à Kabare est relativement stable sur le plan de la sécurité. Le fait que, tout au long de ces années, cette organisation a continué d'exister, même en ayant dû prendre la fuite à d'innombrables reprises, est sans aucun doute la raison pour laquelle les agriculteurs accordent beaucoup de crédit à RAEK. »

Steven De Craen du TDC a accompagné Patrick Welby lors de sa mission, il explique : « En 2010, RAEK est entré en contact avec Oxfam-Solidarité, qui nous a ensuite soumis un projet. Depuis l'été 2011, nous soutenons financièrement RAEK avec un double objectif : augmenter la production de café et rajeunir les caféiers. La plupart des plants datent en effet de la période coloniale. La qualité de leur Arabica est encore très élevée, mais la productivité est faible et les récoltes diminuent d'année en année. C'est pourquoi RAEK a installé des pépinières, grâce au soutien belge, pour remplacer les anciens caféiers par de nouveaux plants. Cela doit se faire progressivement, car un jeune plant ne porte pas de baies durant les quatre premières années. Par ailleurs, l'organisation vise une augmentation de la production grâce à une meilleure formation de ses membres. Elle dispose à présent d'un agronome et travaille avec des producteurs-pairs, à savoir des caféiculteurs qui transmettent à leur entourage les connaissances qu'ils ont acquises en matière de techniques culturales. Ils optent sciemment pour une culture écologique et accordent beaucoup d'attention à la lutte

contre l'érosion, à la régénération des sols et à la production d'engrais naturels. Leur rêve ultime est d'exporter leur propre café. »

De l'association à la coopérative

Très récemment, RAEK s'est transformé en coopérative, à l'exemple d'autres regroupements de la région. Ses 2100 membres se sont engagés à vendre 20 % de leur production à la coopérative. Ce serait un très grand bond en avant, car, jusqu'à présent, RAEK n'a acheté qu'une quantité minimale du café de ses membres. Patrick Welby : « Il faut envisager la situation du point de vue d'un caféiculteur. Ce dernier a besoin d'argent pour payer l'école, les soins de santé et acheter des denrées alimentaires. N'oubliez pas que l'État congolais est quasiment absent dans la région. Le plus facile pour ces cultivateurs est de vendre leur récolte à des acheteurs qui passent les voir. Le prix qu'ils obtiennent est bas, mais ces acheteurs paient cash et sur-le-champ. Sans cet argent, les caféiculteurs ne peuvent souvent pas envoyer leurs enfants à l'école. Livrer du café à la coopérative, par contre, signifie le plus souvent devoir attendre son argent, jusqu'à la revente du café par cette dernière. »

Patrick Welby attend donc avec impatience et intérêt la prochaine récolte : « RAEK rassemblera-t-il les moyens financiers nécessaires pour prévoir le paiement préalable de ses membres au moment où ils viendront proposer leur café ? Disposera-t-il de l'espace indispensable pour stocker le café acheté ? Pourra-t-il décrocher des contrats commerciaux pour exporter son café à de bonnes conditions ? Si cela ne réussit pas immédiatement, les membres resteront-ils fidèles à la coopérative ? »

Il est clair que l'organisation a encore un bon bout de chemin à parcourir. Elle n'a par exemple pas d'installation de pelage et peut donc uniquement vendre du « café parche » et non pas du « café vert ». Heureusement, RAEK dispose d'un atout important : la qualité de son Arabica. C'est cet avantage qui le fait rêver d'une réussite commerciale. « On a vu ailleurs dans la province que c'était possible. »



Pépinière de jeunes plants de café © CTB / Steven De Craen

Café parche contre café vert

Une baie de caféier mûre contient deux grains de café entourés d'une enveloppe argentée, appelée parche, un peu de pulpe et une membrane. Au Sud-Kivu, on utilise la méthode humide pour débarrasser le grain de toutes ces couches. D'abord, les baies d'Arabica sélectionnées et cueillies avec soin sont mises à tremper et lavées. Elles sont ensuite écrasées dans une simple machine pour en retirer la pulpe, puis elles sont remises dans l'eau afin de fermenter. Le résultat obtenu est ce qu'on appelle le « café parche ». L'étape suivante nécessite un investissement plus important : des machines à peler qui retirent la membrane et la parche. Ce qui reste alors, ce sont des grains vert olive : ce qu'on appelle le « café vert ».

Une partie a été investie dans une grande station de lavage, et le reste a été distribué aux caféiculteurs. À présent, l'organisation songe à l'avenir et négocie plus de crédits avec l'ONG américaine Root Capital pour pouvoir préfinancer une plus grande récolte. »

Du commerce pour le développement

« RAEK et SOPACDI ne sont pas les seules coopératives au Sud-Kivu, mais elles contribuent pour une grande part à créer une dynamique positive qui insuffle une nouvelle vie à la culture du café et à la région, conclut Patrick Welby. Étant donné les circonstances – les années de guerre, la totale absence de gouvernement congolais et la pauvreté presque endémique dans la région – c'est une véritable performance. Les deux projets ont peut-être une portée limitée, mais ils font bel et bien la différence. Ils prouvent que le commerce peut contribuer au développement régional. »

Le défi pour les années à venir reste cependant immense. Tout d'abord, les guerres ne font pas encore partie du passé. Patrick Welby signale aussi un autre problème : « Depuis 1994, la région est envahie par les organisations humanitaires. L'apport de nourriture et d'aide médicale urgente est indispensable pour offrir une chance de survie aux réfugiés. Mais cela crée également une mentalité d'assistés dans la région. Les enfants demandent des biscuits à tous les Blancs, et même les cultivateurs s'attendent à tout recevoir gratuitement des coopératives. Avec l'appui du TDC, c'est provisoirement possible pour le matériel et les formations, mais, à l'avenir, les coopératives devront essayer d'en finir avec cette mentalité. Pour RAEK, c'est encore difficile, mais la SOPACDI est assez forte pour demander une petite contribution en échange de certains services. Elle en est parfaitement consciente. »

SOPACDI

Beaucoup plus au nord, au bord du lac Kivu, dans la région de Minova, la SOPACDI (Solidarité paysanne pour la promotion des actions café et développement intégral) a été fondée en 2001. Dès le début, la stratégie de développement de cette coopérative repose entièrement sur la commercialisation du café. Pourtant, ses antécédents sont très comparables à ceux de Kabare. En raison de la violence continue, les cultivateurs sont souvent obligés de quitter leurs champs de café pour aller chercher refuge ailleurs. Auparavant, quand les récoltes pouvaient malgré tout avoir lieu, ils étaient soumis au chantage des rares acheteurs qui se risquaient dans la région. Des centaines de caféiculteurs se sont par ailleurs noyés dans le lac en essayant d'aller vendre leur récolte au Rwanda.

L'appui de la COOPAC, une coopérative rwandaise certifiée Fairtrade depuis 2003, a été déterminant pour changer la donne. Elle a mis la SOPACDI en contact avec des ONG et des organisations de commerce équitable. « La SOPACDI a accompli un progrès étonnant, explique Steven De Craen. En 2008, elle exportait son premier conteneur de « café vert » à destination de Twin, une organisation britannique de commerce équitable. En 2009, elle mettait en route la procédure de certification Fairtrade. Il aura fallu deux ans pour surmonter tous les écueils. En septembre 2011, Oxfam-Magasins du monde vendait les premiers paquets de café Lake Kivu, à la fois équitables et bio. Des clients ont suivi au Japon, en Europe et aux États-Unis. Pour le préfinancement des cultivateurs, l'organisation a pu compter sur des crédits d'Alterfin, société coopérative belge. »

Mais, malgré ce succès commercial, la SOPACDI est confrontée aux mêmes problèmes que RAEK : les caféiers ont pour la plupart 50 ans et produisent de moins en moins. Le déboisement entraîne lui aussi un assèchement des sols et une diminution de la productivité. Steven De Craen explique : « Depuis 2011, le TDC finance un projet pour remédier à ces problèmes. Avec les mêmes ingrédients que pour RAEK : des pépinières de jeunes plants, une formation aux techniques de culture durables et l'engagement d'agronomes et d'accompagnateurs pour assister les cultivateurs. Les premiers résultats commencent peu à peu à se faire sentir. C'est pourquoi nombreux sont les caféiculteurs voulant s'affilier à SOPACDI. L'organisation est prudente, mais le nombre de membres est tout de même passé de 3 000 à 5 000. Cet intérêt est compréhensible : grâce aux primes bio et Fairtrade, et à un supplément pour la qualité supérieure, la SOPACDI a reçu une belle somme pour son café ces deux dernières années.



Station de lavage de la Sopacdi © Comequi

Et les femmes ?

Il va de soi que les deux coopératives ne peuvent éluder une autre problématique délicate : la violence sexuelle à une échelle sans précédent pendant les années de guerre. Des unités de toutes les parties au conflit ont erré dans la région et massivement violé et mutilé les femmes. Il est souvent tabou d'évoquer le sujet. Steven De Craen explique : « Au sein de RAEK, un tiers des membres sont actuellement des femmes. À la SOPACDI, elles représentent un cinquième. Ce sont des chiffres élevés dans une région où il n'est pas évident pour les femmes d'acquiescer le titre de chef de ménage, même si elles sont veuves. Les deux organisations voient leur réintégration dans le système économique comme un important moyen pour y parvenir. De plus, RAEK accueille, au sein de l'équipe de direction, une femme elle-même victime de violence sexuelle. Elle joue un rôle de point de contact pour ses compagnes d'infortune. Elle renvoie les femmes vers une aide médicale, psychologique ou juridique, mais elle leur offre

aussi, au sein de l'organisation, un forum où elles peuvent parler entre elles. La solidarité entre femmes est, selon elle, une arme importante pour faire changer les choses. »

Patrick Welby complète le récit : « La SOPACDI a un temps travaillé avec une doctoresse qui parcourait la région avec une clinique mobile, mais cette collaboration a pris fin. Chaque secteur a toutefois un comité des femmes, où elles apprennent à prendre la parole et à défendre leurs droits. La SOPACDI commercialise d'ailleurs un café spécial, le café des femmes. Grâce à la prime supplémentaire qu'ils ont obtenue, les comités ont pu acheter de petits moulins pour moudre du maïs et du manioc. C'est une nouvelle preuve que le café peut être un levier en faveur du développement au Sud-Kivu. Aussi pour les femmes. »

Trade for Development Centre
mai 2013



Le lac Kivu © CTB / Steven De Craen

Editeur responsable : Carl Michiels, CTB, rue Haute 147, 1000 Bruxelles



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

Source :

Entrevue avec Steven De Craen, Fair & Sustainable Trade Officer pour le Trade for Development Centre et Patrick Welby, consultant indépendant.

SOPACDI: www.sopacdi.com

Oxfam-Solidarité: www.oxfamsol.be

→ <http://www.oxfamsol.be/nl/RAEK-vereniging-van-landbouwers-en.html>

Oxfam-Wereldwinkels: www.oxfamwereldwinkels.be

→ <http://www.oxfamwereldwinkels.be/congo>

Alterfin: www.alterfin.be

Root Capital: www.rootcapital.org

Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas forcément celles de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.